



Notre vision des choses

Pourquoi l'Opération Déluge d'Al Aqsa ?



Bureau de presse Hamas

21 Janvier 2024

Le bureau de presse du Mouvement de Résistance Islamique (Hamass) a diffusé le dimanche 21 janvier 2024 une déclaration en arabe et en anglais, traduite en français par nos soins. - [Tlaxcala](#)



Au nom d'Allah, le Tout Miséricordieux, le Très Miséricordieux

À notre inébranlable peuple palestinien,

Aux nations arabes et islamiques,

Aux peuples libres du monde entier et à ceux qui défendent la liberté, la justice et la dignité humaine,

À la lumière de l'agression israélienne en cours sur la bande de Gaza et la Cisjordanie, et alors que notre peuple poursuit sa bataille pour l'indépendance, la dignité et la libération de l'occupation la plus longue de l'histoire, au cours de laquelle il a fait preuve de la plus grande bravoure et du plus grand héroïsme en affrontant la machine meurtrière et l'agression israéliennes,

Nous voudrions clarifier pour notre peuple et les peuples libres du monde la réalité de ce qui s'est passé le 7 octobre, ses motivations, son contexte général lié à la cause palestinienne, réfuter les allégations israéliennes et mettre les faits en perspective.

Sommaire

Premièrement : Pourquoi l'Opération Déluge d'Al Aqsa ? 4

Deuxièmement : Les événements de l'Opération Déluge d'Al Aqsa et nos réponses aux allégations israéliennes 9

Troisièmement : Vers une enquête internationale transparente 14

Quatrièmement : Un rappel au monde : qui est le Hamas ? 16

Cinquièmement : De quoi avons-nous besoin ? 19

Premièrement

Pourquoi l'Opération Déluge d'Al-Aqsa ??

1. La bataille du peuple palestinien contre l'occupation et le colonialisme n'a pas commencé le 7 octobre, mais il y a 105 ans, dont 30 ans de colonialisme britannique et 75 ans d'occupation sioniste. En 1918, le peuple palestinien possédait 98,5 % de la terre de Palestine et représentait 92 % de la population sur la terre de Palestine. Alors que les Juifs, qui ont été amenés en Palestine lors de campagnes d'immigration de masse coordonnées par les autorités coloniales britanniques et le mouvement sioniste, ont réussi à prendre le contrôle d'au plus 6 % des terres de Palestine et à représenter 31 % de la population avant 1948, date à laquelle l'entité sioniste a été proclamée sur la terre historique de Palestine. À cette époque, le peuple palestinien s'est vu refuser le droit à l'autodétermination et les bandes sionistes se sont engagées dans une campagne de nettoyage ethnique contre le peuple palestinien visant à l'expulser de ses terres et de ses régions. En conséquence, les bandes sionistes ont pris le contrôle par la force de 77 % du territoire de la Palestine, d'où elles ont expulsé 57 % du peuple palestinien, détruit plus de 500 villages et villes palestiniens et commis des dizaines de massacres contre les Palestiniens, ce qui a abouti à la création de l'entité sioniste en 1948. En outre, dans le prolongement de l'agression, les forces israéliennes ont occupé en 1967 le reste de la Palestine, y compris la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem, ainsi que des territoires arabes autour de la Palestine.

2. Au cours de ces longues décennies, le peuple palestinien a souffert de toutes les formes d'oppression, d'injustice, d'expropriation de ses droits fondamentaux et de politiques d'apartheid.

La bande de Gaza, par exemple, a souffert depuis 2007 d'un blocus étouffant qui dure depuis 17 ans et qui en a fait la plus grande prison à ciel ouvert du monde. Le peuple palestinien de Gaza a également souffert de cinq guerres/ agressions destructrices, toutes initiées par "Israël". En

2018, les habitants de Gaza ont également lancé la Grande Marche du retour pour protester pacifiquement contre le blocus israélien, contre leurs conditions humanitaires misérables et pour exiger leur droit au retour.

Cependant, les forces d'occupation israéliennes ont répondu à ces manifestations par une force brutale qui a tué 360 Palestiniens et en a blessé 19 000 autres, dont plus de 5 000 enfants, en l'espace de quelques mois.

3. Selon les chiffres officiels, entre janvier 2000 et septembre 2023, l'occupation israélienne a tué 11 299 Palestiniens et en a blessé 156 768 autres, dont la grande majorité étaient des civils. Malheureusement, l'administration américaine et ses alliés n'ont pas prêté attention aux souffrances du peuple palestinien au cours des dernières années, mais ont couvert l'agression israélienne. Ils se sont contentés de déplorer les soldats israéliens tués le 7 octobre, sans chercher à savoir ce qui s'était passé, et se sont rangés à tort derrière le discours israélien en condamnant le fait que des civils israéliens auraient été pris pour cible. L'administration américaine a apporté un soutien financier et militaire aux massacres perpétrés par l'occupation israélienne contre les civils palestiniens et à l'agression brutale dont ils ont été victimes, et les responsables américains continuent d'ignorer les massacres perpétrés par les forces d'occupation israéliennes à Gaza.

4. Les violations et les brutalités israéliennes ont été documentées par de nombreuses organisations de l'ONU et des groupes internationaux de défense des droits humains, notamment Amnesty International et Human Rights Watch, et même par des groupes israéliens de défense des droits humains.

Cependant, ces rapports et témoignages ont été ignorés et l'occupation israélienne n'a toujours pas été sommée de rendre des comptes. Par exemple, le 29 octobre 2021, l'ambassadeur d'Israël aux Nations unies, Gilad Erdan, a insulté le système des Nations unies en déchirant un rapport destiné au Conseil des droits de l'homme des Nations unies lors d'un discours à l'Assemblée générale, et l'a jeté dans une corbeille à papier

avant de quitter le podium. Ce nonobstant, il a été nommé l'année suivante – en 2022 - au poste de vice-président de l'Assemblée générale des Nations unies.

5. L'administration américaine et ses alliés occidentaux ont toujours traité "Israël" comme un État au-dessus des lois ; ils lui fournissent la couverture nécessaire pour continuer à prolonger l'occupation et à réprimer le peuple palestinien, et permettent également à "Israël" d'exploiter cette situation pour exproprier davantage de terres palestiniennes et judaïser leurs sanctuaires et leurs lieux saints. En dépit du fait que l'ONU ait émis plus de 900 résolutions au cours des 75 dernières années en faveur du peuple palestinien, "Israël" a refusé de se conformer à l'une de ces résolutions, et le VETO américain a toujours été une constante au Conseil de sécurité de l'ONU pour empêcher toute condamnation des politiques et des violations d'"Israël". C'est pourquoi nous considérons les États-Unis et d'autres pays occidentaux complices et partenaires de l'occupation israélienne dans ses crimes et dans la souffrance continue du peuple palestinien.

6. Quant au « processus de règlement pacifique » : bien que les accords d'Oslo signés en 1993 avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) prévoient la création d'un État palestinien indépendant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, "Israël" a systématiquement détruit toute possibilité d'établir l'État palestinien par une vaste campagne de construction de colonies et de judaïsation des terres palestiniennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza occupées. Après 30 ans, les partisans du processus de paix se sont rendu compte qu'ils étaient dans une impasse et que ce processus entraînait des conséquences catastrophiques pour le peuple palestinien.

Les responsables israéliens ont confirmé à plusieurs reprises leur refus absolu de la création d'un État palestinien. Un mois seulement avant l'opération Déluge d'Al Aqsa, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a présenté une carte du soi-disant « nouveau Moyen-Orient », représentant "Israël" s'étendant du Jourdain à la mer Méditerranée Cisjordanie et bande de Gaza comprises. Le monde entier

présent à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies est resté silencieux face à ce discours plein d'arrogance et de déni à l'égard des droits du peuple palestinien.

7. Après 75 ans d'occupation implacable et de souffrances, après l'échec de toutes les initiatives de libération et de retour pour notre peuple, et après les résultats désastreux du soi-disant processus de paix, qu'est-ce que le monde attendait du peuple palestinien en réponse à ce qui suit :

- ◆ Les plans israéliens de judaïsation de la mosquée bénie d'Al-Aqsa, ses tentatives de division temporelle et spatiale, ainsi que l'intensification des incursions des colons israéliens dans la mosquée sacrée.

- ◆ Les pratiques du gouvernement israélien extrémiste et de droite qui s'apprête pratiquement à annexer toute la Cisjordanie et Jérusalem dans la soi-disant « souveraineté d'Israël », alors que les plans sur la table officielle israélienne prévoient d'expulser les Palestiniens de leurs maisons et de leurs quartiers.

- ◆ Les milliers de détenus palestiniens dans les prisons israéliennes, qui sont privés de leurs droits fondamentaux et qui subissent des agressions et des humiliations sous la supervision directe du ministre fasciste israélien Itamar Ben-Gvir.

- ◆ Le blocus aérien, maritime et terrestre injuste imposé à la bande de Gaza depuis 17 ans.

- ◆ L'expansion des colonies israéliennes en Cisjordanie à un niveau sans précédent, ainsi que la violence quotidienne perpétrée par ces colons à l'encontre des Palestiniens et de leurs biens.

- ◆ Les sept millions de Palestiniens qui vivent dans des conditions extrêmes dans des camps de réfugiés et d'autres zones et qui souhaitent retourner sur leurs terres d'où ils ont été expulsés il y a 75 ans.

- ◆ L'échec de la communauté internationale et la complicité des superpuissances pour empêcher la création d'un État palestinien.

Qu'attendait-on du peuple palestinien après tout cela ? Qu'il continue d'attendre et de compter sur l'impuissance de l'ONU ?

Ou qu'il prenne l'initiative de défendre le peuple palestinien et ses terres, en sachant que l'acte de défense est un droit inscrit dans les lois, les normes et les conventions internationales,

Compte tenu de ce qui précède, l'opération Déluge d'Al Aqsa du 7 octobre était une étape nécessaire et une réponse normale pour faire face à tous les complots israéliens contre le peuple palestinien et sa cause.

Il s'agissait d'un acte défensif dans le cadre de l'élimination de l'occupation israélienne, de la récupération des droits des Palestiniens et sur la voie de la libération et de l'indépendance, comme l'ont fait tous les peuples du monde.

Deuxièmement

Les événements de l'Opération Déluge d'Al Aqsa et les réponses aux allégations israéliennes

A la lumière des accusations et des allégations fabriquées par Israël sur l'Opération Déluge d'Al Aqsa du 7 octobre et ses répercussions, le Mouvement de la Résistance Islamique - Hamas clarifie ce qui suit :

1. L'Opération Déluge d'Al Aqsa du 7 octobre ciblait les sites militaires israéliens et visait à arrêter des soldats de l'ennemi pour faire pression sur les autorités israéliennes afin qu'elles libèrent les milliers de Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes dans le cadre d'un accord d'échange de prisonniers. L'opération s'est donc concentrée sur la destruction de la Division de Gaza de l'armée israélienne, en attaquant les sites militaires israéliens stationnés près des colonies israéliennes autour de Gaza.
2. Éviter de blesser les civils, en particulier les enfants, les femmes et les personnes âgées, est une obligation religieuse et morale de tous les combattants des Brigades Al-Qassam. Nous rappelons que la résistance palestinienne était parfaitement disciplinée et attachée aux valeurs islamiques pendant l'opération et que les combattants palestiniens n'ont pris pour cible que les soldats de l'occupation et ceux qui portaient des armes contre notre peuple. En même temps, les combattants palestiniens ont tenu à éviter de blesser des civils malgré le fait que la résistance ne possède pas d'armes de précision. En outre, s'il y a eu des cas de ciblage de civils, cela s'est produit accidentellement et au cours de la confrontation avec les forces d'occupation.

Depuis sa création en 1987, le mouvement Hamas s'est engagé à éviter de porter atteinte aux civils. Après que le criminel sioniste Baruch Goldstein a commis, en 1994, un massacre contre des fidèles palestiniens dans la mosquée d'Ibrahim, dans la ville occupée d'Hébron, le mouvement Hamas a annoncé une initiative visant à éviter que les civils ne fassent les frais des

combats entre toutes les parties, mais l'occupant israélien l'a rejetée et ne l'a même pas commentée. Le mouvement Hamas a également réitéré ces appels à plusieurs reprises, mais ils sont tombés ans l'oreille d'un sourd de la part de l'occupation israélienne qui a continué à prendre délibérément pour cibles et à tuer des civils palestiniens.

3. Il est possible que des erreurs se soient produites lors de la mise en œuvre de l'opération Déluge d'Al Aqsa en raison de l'effondrement rapide du système sécuritaire et militaire israélien et du chaos provoqué le long des zones frontalières avec Gaza.

Comme beaucoup l'ont attesté, le mouvement Hamas a traité de manière positive et aimable tous les civils détenus à Gaza, et a cherché dès les premiers jours de l'agression à les libérer, et c'est ce qui s'est passé pendant la trêve humanitaire d'une semaine où ces civils ont été libérés en échange de la libération de femmes et d'enfants palestiniens des prisons israéliennes.

4. Les allégations de l'occupation israélienne selon lesquelles les Brigades Al Qassam auraient pris pour cible des civils israéliens le 7 octobre ne sont rien d'autre que des mensonges et des fabrications. La source de ces allégations est le récit officiel israélien et aucune source indépendante n'a prouvé l'une ou l'autre de ces allégations. Il est bien connu que le discours officiel israélien a toujours cherché à diaboliser la résistance palestinienne, pour justifier ainsi son agression brutale contre Gaza.

Voici quelques détails qui vont à l'encontre des allégations israéliennes :

◆ Les clips vidéo pris ce jour-là - le 7 octobre - ainsi que les témoignages d'Israéliens eux-mêmes qui ont été publiés plus tard ont montré que les combattants des Brigades Al Qassam n'ont pas ciblé de civils, et que de nombreux Israéliens ont été tués par l'armée et la police israéliennes en raison de leur confusion.

◆ Le mensonge des « 40 bébés décapités » par les combattants palestiniens a également été fermement réfuté, et même des sources israéliennes ont démenti ce mensonge. De nombreuses agences de presse

occidentales ont malheureusement adopté cette allégation et l'ont promue.

◆ L'insinuation selon laquelle les combattants palestiniens auraient commis des viols sur des femmes israéliennes a été totalement démentie, y compris par le mouvement Hamas. Un rapport du site d'information Mondoweiss du 1^{er} décembre 2023, entre autres, a déclaré qu'il n'y avait aucune preuve de « viols massifs » prétendument perpétrés par des membres du Hamas le 7 octobre et qu'Israël utilisait cette allégation » "pour alimenter le génocide dans la bande de Gaza ».

◆ Selon deux rapports du journal israélien *Yedioth Ahronoth* du 10 octobre et du journal *Haaretz* du 18 novembre, de nombreux civils israéliens ont été tués par un hélicoptère militaire israélien, en particulier ceux qui participaient au festival de musique Nova près de Gaza, où 364 civils israéliens ont été tués. Les deux rapports indiquent que les combattants du Hamas ont atteint la zone du festival sans en avoir eu connaissance au préalable, et que l'hélicoptère israélien a ouvert le feu à la fois sur les combattants du Hamas et sur les participants au festival. Le *Yedioth Ahronoth* a également déclaré que l'armée israélienne, pour empêcher de nouvelles infiltrations depuis Gaza et pour éviter que des Israéliens ne soient arrêtés par les combattants palestiniens, a frappé plus de 300 cibles dans les zones entourant la bande de Gaza.

◆ D'autres témoignages israéliens ont confirmé que les raids de l'armée israélienne et les opérations des soldats ont tué de nombreux captifs israéliens et leurs gardes. L'armée d'occupation israélienne a bombardé les maisons des colonies israéliennes où se trouvaient des combattants palestiniens et des Israéliens, appliquant ainsi la fameuse « directive Hannibal » de l'armée israélienne, qui dit clairement que « mieux vaut un otage civil ou un soldat mort que pris vivant » pour éviter de procéder à un échange de prisonniers avec la résistance palestinienne.

◆ En outre, les autorités d'occupation ont révisé le nombre de leurs soldats et civils tués de 1 400 à 1 200, après avoir découvert que 200 cadavres brûlés étaient ceux de combattants palestiniens qui ont été tués et

mélangés avec des cadavres israéliens. Cela signifie que ceux qui ont tué les combattants sont ceux qui ont tué les Israéliens, sachant que seule l'armée israélienne possède des avions militaires qui ont tué, brûlé et détruit des zones israéliennes le 7 octobre.

◆ Les raids aériens israéliens lourds à travers Gaza qui ont conduit à la mort de près de 60 captifs israéliens prouvent également que l'occupation israélienne ne se soucie pas de la vie de ses captifs à Gaza.

5. Il est également avéré qu'un certain nombre de colons israéliens installés dans les colonies autour de Gaza étaient armés et ont affronté des combattants palestiniens le 7 octobre. Ces colons ont été enregistrés comme des civils alors qu'ils étaient en réalité des hommes armés combattant aux côtés de l'armée israélienne.

6. Lorsqu'on parle de civils israéliens, il faut savoir que la conscription s'applique à tous les Israéliens âgés de plus de 18 ans - les hommes effectuant 32 mois de service militaire et les femmes 24 mois - et que tou-tes peuvent porter et utiliser des armes. Ceci est basé sur la théorie israélienne de la sécurité d'un « peuple armé », qui a transformé l'entité israélienne en « une armée qui a un pays ».

7. Le meurtre brutal de civils est une approche systématique de l'entité israélienne et l'un des moyens d'humilier le peuple palestinien. Le massacre des Palestiniens à Gaza est une preuve évidente de cette approche.

8. La chaîne d'information Al Jazeera a déclaré dans un documentaire qu'en un mois d'agression israélienne sur Gaza, la moyenne quotidienne des enfants palestiniens tués à Gaza était de 136, alors que la moyenne des enfants tués en Ukraine - au cours de la guerre russo-ukrainienne - était d'un enfant par jour.

9. Ceux qui défendent l'agression israélienne ne regardent pas les événements de manière objective, mais cherchent plutôt à justifier le massacre de Palestiniens par Israël en affirmant que les victimes civiles seraient des dommages collatéraux des attaques contre des combattants

du Hamas. Mais cet argument ne vaut pas à leurs yeux pour l'Opération du Déluge d'Al Aqsa le 7 octobre.

10. Nous sommes convaincus que toute enquête équitable et indépendante prouvera la véracité de notre récit et l'ampleur des mensonges et des informations trompeuses du côté israélien. Cela inclut également les allégations israéliennes concernant les hôpitaux de Gaza, selon lesquelles la résistance palestinienne les aurait utilisés comme centres de commandement : une allégation qui n'a pas été prouvée et qui a été réfutée par de nombreux articles de presse occidentaux.

Cette allégation n'a pas été prouvée et a été réfutée par les rapports de nombreuses agences de presse occidentales.

Troisièmement

Vers une enquête internationale transparente

1. La Palestine est un État membre de la Cour pénale internationale (CPI) et a adhéré à son Statut de Rome en 2015. Lorsque la Palestine a demandé une enquête sur les crimes de guerre israéliens commis sur ses territoires, elle s'est heurtée à l'intransigeance et au rejet d'Israël, ainsi qu'à des menaces de punir les Palestiniens pour la demande adressée à la CPI. Il est également regrettable de mentionner que de grandes puissances, qui prétendent défendre des valeurs de justice, se sont complètement rangées du côté de l'occupation et se sont opposées aux démarches des Palestiniens auprès du système judiciaire international. Ces puissances veulent maintenir "Israël" en tant qu'État au-dessus de la loi et s'assurer qu'il échappe à la responsabilité et à l'obligation de rendre des comptes.

2. Nous exhortons ces pays, en particulier l'administration américaine, l'Allemagne, le Canada et le Royaume-Uni, s'ils veulent que la justice prévale comme ils le prétendent, à annoncer leur soutien au déroulement de l'enquête sur tous les crimes commis en Palestine occupée et à soutenir pleinement les tribunaux internationaux pour qu'ils effectuent efficacement leur travail.

3. Malgré nos doutes sur ces pays quant à leur volonté de défendre la justice, nous demandons instamment au Procureur de la CPI et à son équipe de se rendre immédiatement et de toute urgence en Palestine occupée pour enquêter sur les crimes et les violations qui y ont été commis, plutôt que de se contenter d'observer la situation à distance ou de se soumettre aux restrictions israéliennes.

4. En décembre 2022, lorsque l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution demandant l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ) sur les conséquences juridiques de l'occupation illégale des

territoires palestiniens par "Israël", les (rares) pays qui soutiennent "Israël" ont annoncé leur rejet de la démarche, qui a été approuvée par près de 100 pays. Et lorsque notre peuple - et ses groupes juridiques et de défense des droits - a cherché à poursuivre les criminels de guerre israéliens devant les tribunaux des pays européens - par le biais du système de compétence universelle - les régimes européens ont fait obstruction à ces démarches pour permettre aux criminels de guerre israéliens de rester en liberté.

5. Les événements du 7 octobre doivent être replacés dans un contexte plus large, et tous les cas de lutte contre le colonialisme et l'occupation à l'époque contemporaine doivent être évoqués. Ces expériences de lutte montrent qu'au même niveau d'oppression commis par l'occupant, il y aurait une réponse équivalente de la part du peuple sous occupation.

6. Le peuple palestinien et les peuples du monde entier se rendent compte de l'ampleur des mensonges et des tromperies que les gouvernements qui soutiennent le discours israélien pratiquent dans leurs tentatives de justifier leur parti pris aveugle et de couvrir les crimes israéliens. Ces pays connaissent les causes profondes du conflit, à savoir l'occupation et le déni du droit du peuple palestinien à vivre dignement sur ses terres. Ces pays ne s'intéressent pas à la poursuite du blocus injuste imposé à des millions de Palestiniens à Gaza, ni aux milliers de Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes dans des conditions où leurs droits fondamentaux sont le plus souvent bafoués.

7. Nous saluons les peuples libres du monde entier, de toutes religions, ethnies et origines, qui se rassemblent dans toutes les capitales et villes du monde pour exprimer leur rejet des crimes et massacres israéliens, et pour montrer leur soutien aux droits du peuple palestinien et à sa juste cause.

Quatrièmement

Un rappel au monde : qui est le Hamas ?

1. Le mouvement de résistance islamique (Hamas) est un mouvement de libération nationale et de résistance islamique palestinien. Son objectif est de libérer la Palestine et d'affronter le projet sioniste. Son cadre de référence est l'islam, qui détermine ses principes, ses objectifs et ses moyens. Le Hamas rejette la persécution de tout être humain ou l'atteinte à ses droits pour des motifs nationalistes, religieux ou sectaires.

2. Le Hamas affirme qu'il est en conflit avec le projet sioniste et non avec les Juifs en raison de leur religion. Le Hamas ne mène pas une lutte contre les Juifs parce qu'ils sont juifs, mais mène une lutte contre les sionistes qui occupent la Palestine.

Ce sont les sionistes qui identifient constamment le judaïsme et les Juifs à leur propre projet colonial et à leur entité illégale.

3. Le peuple palestinien s'est toujours opposé à l'oppression, à l'injustice et aux massacres de civils, quels qu'en soient les auteurs. Et sur la base de nos valeurs religieuses et morales, nous avons clairement exprimé notre rejet de ce à quoi les Juifs ont été exposés par l'Allemagne nazie. Nous rappelons ici que le problème juif est essentiellement un problème européen, alors que l'environnement arabe et islamique a été - tout au long de l'histoire - un refuge pour le peuple juif et pour d'autres peuples d'autres croyances et d'autres ethnies. L'environnement arabe et islamique était un exemple de coexistence, d'interaction culturelle et de libertés religieuses. Le conflit actuel est causé par le comportement agressif du sionisme et son alliance avec les puissances coloniales occidentales ; par conséquent, nous rejetons l'exploitation de la souffrance juive en Europe pour justifier l'oppression contre notre peuple en Palestine.

4. Le mouvement Hamas, selon les lois et les normes internationales, est un mouvement de libération nationale qui a des objectifs et une mission

clairs. Il tire sa légitimité à résister à l'occupation du droit palestinien, à l'autodéfense, à la libération et à l'autodétermination. Le Hamas a toujours tenu à limiter son combat et sa résistance à l'occupation israélienne sur le territoire palestinien occupé, mais l'occupation israélienne ne l'a pas respecté et a commis des massacres et des meurtres contre les Palestiniens en dehors de la Palestine.

5. Nous soulignons que résister à l'occupation par tous les moyens, y compris par les armes, est un droit légitimé par toutes les normes, les religions, les lois internationales, y compris les Conventions de Genève et leur premier protocole additionnel, ainsi que les résolutions de l'ONU qui s'y rapportent, comme la résolution 3236, adoptée par la 29^e session de l'Assemblée générale le 22 novembre 1974, qui affirme les droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine, y compris le droit à l'autodétermination et le droit de retourner « dans leurs foyers et leurs biens d'où ils ont été expulsés, déplacés et déracinés ».

6. Notre peuple palestinien inébranlable et sa résistance mènent une bataille héroïque pour défendre leur terre et leurs droits nationaux contre l'occupation coloniale la plus longue et la plus brutale. Le peuple palestinien est confronté à une agression israélienne sans précédent qui a commis des massacres odieux contre les civils palestiniens, dont la plupart étaient des enfants et des femmes.

Au cours de l'agression contre Gaza, l'occupation israélienne a privé notre peuple de nourriture, d'eau, de médicaments et de carburant, et l'a tout simplement privé de tous ses moyens de subsistance.

Pendant ce temps, les avions de guerre israéliens ont sauvagement frappé toutes les infrastructures et tous les bâtiments publics de Gaza, y compris les écoles, les universités, les mosquées, les églises et les hôpitaux, dans un signe clair de nettoyage ethnique visant à expulser le peuple palestinien de Gaza. Mais les partisans de l'occupation israélienne n'ont rien fait d'autre que de maintenir le génocide en cours contre notre peuple.

7. L'utilisation par l'occupation israélienne du prétexte de la « légitime défense » pour justifier son oppression contre le peuple palestinien est un processus de mensonge, de tromperie et de détournement des faits. L'entité israélienne n'a pas le droit de défendre ses crimes et son occupation.

Le peuple palestinien a le droit d'obliger l'occupant à mettre fin à l'occupation. En 2004, la Cour internationale de justice (CIJ) a rendu un avis consultatif dans l'affaire des « Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé », dans lequel elle a déclaré qu'"Israël" - la force d'occupation brutale - ne peut se prévaloir d'un droit de légitime défense pour construire un tel mur sur le territoire palestinien. En outre, en vertu du droit international, Gaza est toujours une terre occupée, de sorte que les justifications pour mener l'agression sur Gaza sont sans fondement et manquent de capacité juridique, ainsi que de l'essence de l'idée de légitime défense.

Cinquièmement

De quoi avons-nous besoin ?

L'occupation est une occupation, quelle que soit la manière dont elle se décrit ou se nomme, et reste un outil pour briser la volonté des peuples et continuer à les opprimer. D'autre part, les expériences des peuples et des nations à travers l'histoire sur la manière de se libérer de l'occupation et du colonialisme confirment que la résistance est l'approche stratégique et le seul moyen de se libérer et de mettre fin à l'occupation.

Une nation a-t-elle été libérée de l'occupation sans lutte, résistance ou sacrifice ?

Les impératifs humanitaires, éthiques et juridiques imposent à tous les pays du monde de soutenir la résistance du peuple palestinien et non de s'y opposer. Ils sont censés faire face aux crimes et aux agressions de l'occupation et soutenir la lutte du peuple palestinien pour libérer ses terres et exercer son droit à l'autodétermination, comme tous les peuples du monde. Sur cette base, nous appelons à ce qui suit :

1. L'arrêt immédiat de l'agression israélienne sur Gaza, des crimes et du nettoyage ethnique commis contre l'ensemble de la population de Gaza, l'ouverture des points de passage et l'autorisation de l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza, y compris des outils de reconstruction.
2. Il faut demander des comptes à l'occupation israélienne pour les souffrances humaines qu'elle a causées au peuple palestinien, et l'inculper pour les crimes commis contre les civils, les infrastructures, les hôpitaux, les établissements d'enseignement, les mosquées et les églises.
3. Soutenir la résistance palestinienne face à l'occupation israélienne par tous les moyens possibles, en tant que droit légitimé par les lois et les normes internationales.

4. Nous appelons les peuples libres du monde entier, en particulier les nations qui ont été colonisées et qui se rendent compte de la souffrance du peuple palestinien, à prendre des positions sérieuses et efficaces contre les politiques de deux poids deux mesures adoptées par les pays puissants qui soutiennent l'occupation israélienne. Nous appelons ces nations à lancer un mouvement mondial de solidarité avec le peuple palestinien et à mettre l'accent sur les valeurs de justice et d'égalité et sur le droit des peuples à vivre dans la liberté et la dignité.

5. Les superpuissances, en particulier les États-Unis, le Royaume-Uni et la France entre autres, doivent cesser de protéger l'entité sioniste de toute responsabilité et cesser de la traiter comme un pays au-dessus des lois. Ce comportement injuste de la part de ces pays a permis à l'occupation israélienne de commettre, pendant 75 ans, les pires crimes jamais commis contre le peuple, la terre et les valeurs sacrées des Palestiniens. Nous exhortons les pays du monde entier, aujourd'hui et plus que jamais, à assumer leurs responsabilités vis-à-vis du droit international et des résolutions pertinentes de l'ONU qui appellent à mettre fin à l'occupation.

6. Nous rejetons catégoriquement tout projet international ou israélien visant à décider de l'avenir de Gaza et qui ne sert qu'à prolonger l'occupation. Nous soulignons que le peuple palestinien a la capacité de décider de son avenir et d'organiser ses affaires internes, et qu'aucune partie au monde n'a le droit d'imposer une quelconque forme de tutelle au peuple palestinien ou de décider en son nom.

7. Nous demandons instamment de s'opposer aux tentatives israéliennes visant à provoquer une nouvelle vague d'expulsions - ou une nouvelle Nakba - pour les Palestiniens, en particulier sur les terres occupées en 1948 et en Cisjordanie. Nous insistons sur le fait qu'il n'y aura pas d'expulsion vers le Sinaï, la Jordanie ou tout autre endroit, et que si les Palestiniens sont relogés, ce sera dans leurs maisons et dans les zones dont ils ont été expulsés en 1948, comme le confirment de nombreuses résolutions de l'ONU.

8. Nous appelons à maintenir la pression populaire dans le monde entier jusqu'à la fin de l'occupation.

Nous appelons à s'opposer aux tentatives de normalisation avec l'entité israélienne et à un boycott global de l'occupation israélienne et de ceux qui la soutiennent.

